

Les sanctions européennes ont permis de restructurer l'économie russe

15:47 04.03.2026



La transcription de l'émission/interview à la radio Sputnik Afrique : « Les sanctions européennes ont permis de restructurer l'économie russe »

3 mars 2026

https://videon.img.ria.ru/Out/MP3/20260304/2026_04_03_DexTourx45x30MIN_rhs0vdj1.zot.mp3

<https://fr.sputniknews.africa/20260302/les-sanctions-europeennes-ont-permis-de-restructurer-leconomie-russe-1083999484.html>

Le 23 février 2026, le ministère français des Affaires étrangères annonce que les sanctions adoptées contre la Russie font plus de mal à la Russie qu'à l'Europe, puisque les exportations russes d'hydrocarbures auraient été divisées par deux depuis 2022. Ces sanctions sont censées diminuer les capacités de la Russie sur le front ukrainien, tout en protégeant les secteurs essentiels et les Européens. De plus, les sanctions européennes auraient des effets importants, qui s'accumulent, sans oublier le gel des actifs russes. Le ministère cherche également à rassurer la population française, en affirmant que ces sanctions ne visent que certains responsables et oligarques russes et n'ont pas d'impact sur la population russe, puisque les produits essentiels (alimentaire, santé et agriculture) ne sont pas visés. Stratégiquement, l'UE devrait rester neutre, tout en affirmant son soutien à l'Ukraine et en notant que les sanctions sont un acte politique non-belligérant. Dans la logique européenne, les sanctions ne sont qu'un levier diplomatique devant forcer la Russie à la négociation.

Karine Bechet : *Le ministère français des Affaires étrangères affirme que les sanctions adoptées contre la Russie sont efficaces. Pourtant, l'économie russe n'est pas tombée, comme cela était attendue, l'industrie se développe et pas uniquement dans le domaine militaire, sans même parler de l'agriculture et de l'élevage qui se développe. Oleg Nesterenko, quel fut l'impact, finalement bénéfique, des sanctions européennes sur l'économie russe ?*

Oleg Nesterenko : Bonjour, en parlant des sanctions, il est important de rappeler que toute sanction qui cible un État en dehors de celles qui sont émises par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU constitue une violation du droit international. Nous ne parlons pas ici des règles fantaisistes que personne n'a jamais vues et dont la classe politique occidentale parle depuis des années, en discontinu, en prétendant que la Russie les viole, mais des lois établies.

Et si l'Occident souhaite parler des vraies règles, celles qui sont écrites, signées et ratifiées par les États membres, il devrait en premier lieu se pencher sur celles de l'Organisation Mondiale du Commerce, établie en 1995, dont l'introduction des moindres sanctions commerciales entre les membres de l'OMC représente une grave violation du règlement de l'Organisation. Ainsi, dans les domaines où des règles écrites existent, et non pas celles qui résident exclusivement dans l'imagination des « élites » occidentales, ce n'est certainement pas Moscou qui les transgresse.

Quant à la déclaration du ministère des Affaires étrangères français sur l'efficacité des sanctions, elle fut certainement émise dans l'espoir que les masses embrigadées oublierait les propos d'un autre ministère – celui de l'Économie, en la personne de son ministre, Monsieur Bruno Le Maire, qui a prononcé un discours magistral déjà en mars 2022, dans lequel il disait que « Nos sanctions économiques et financières sont d'une efficacité redoutable. Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe ! ».

Cette déclaration prédisait l'effondrement de l'économie russe dans les mois qui suivirent. Quatre années de déclarations similaires ont suivi, plus de 31 500 sanctions introduites à ce jour contre la Russie - l'économie russe est toujours parfaitement debout.

Certes, les sanctions émises contre un État ne peuvent que nuire au fonctionnement normal de son économie – cela va de soi. Cela étant, malgré une importante nuisance, l'économie russe a démontré une capacité d'adaptation absolument inattendue par les auteurs des sanctions. Le principal impact des sanctions sur l'économie russe et ses acteurs réside dans la prise de conscience que, d'une part, il ne faut jamais faire confiance au monde occidental et, d'autre part, qu'il faut développer l'autosuffisance.

Il s'est avéré factuel que c'est devenu dangereux de travailler avec les entreprises occidentales au risque de connaître de graves problèmes à cause des chantage économiques et commerciaux qui peuvent être orchestrés à tout moment par le pouvoir transatlantique, qui détruit par la même occasion la réputation des acteurs économiques occidentaux qui, par le passé, ont été considérés comme fiables.

La Russie tire les conclusions et prend ses dispositions. Depuis 2022, elle a donc enclenché le processus de substitution du matériel occidental, dorénavant considéré en tant qu'actif « toxique ». Cela touche pratiquement l'ensemble des domaines d'activité, commençant par l'agroalimentaire, passant par les assurances maritimes et terminant par l'aéronautique.

Sur le plan macroéconomique, la situation de la Russie ne peut qu’être enviée par ses adversaires. La dette publique de la Russie en 2025 est d'environ 17 % du PIB contre 117 % en France. À savoir qu’en 2020, elle était d'environ 18 %. C’est-à-dire que durant les années de guerre et les gigantesques dépenses associées – elle a même diminué.

Aujourd’hui, la Russie est dans le Top-3 du G20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant, qui est seulement d’environ 2 000 USD/habitant, contre environ 50 000 USD/hab. en France et plus de 100 000 USD aux États-Unis.

Le taux de chômage en Russie est d’environ 2 % - toujours le plus faible parmi les pays du G20.

Concernant l’économie russe d’aujourd’hui, il faut retenir 2 principales choses :

- 1) En parlant des difficultés dans divers secteurs d’activités, elles sont dues surtout aux éléments de la politique économique interne et non pas aux sanctions occidentales. Notamment, à la politique assez controversée de la banque centrale russe – mais c’est un thème d’une autre discussion.
- 2) Du point de vue stratégique, les problèmes économiques de la Russie sont conjoncturels et ceux des pays de l’Occident collectif sont structurels. À la sortie du conflit en Ukraine, la Russie récupérera très rapidement les éléments perdus, sans parler de tous ceux qu’elle a acquis et développés entre temps, tandis que les pays de l’UE ne récupéreront que très peu de positions importantes perdues dans les dernières années.

La guerre économique contre la Russie, ça a été un luxe que l’Europe ne pouvait pas se permettre.

Karine Bechet : *Le ministère français affirme par ailleurs que ces sanctions protègent les secteurs essentiels européens. Pour autant, nous observons l’intensification d’une crise économique et énergétique profonde en France. Oleg Nesterenko, comment a évolué le coût de l’électricité et du gaz en France depuis 2014, avec le début de l’adoption de sanctions massives contre la Russie ? Y a-t-il eu une dégradation notable depuis 2022 et l’inflation des sanctions ? Cela a-t-il un impact aussi sur les entreprises, en plus des particuliers ?*

Oleg Nesterenko : Là, je ne dispose pas de chiffres précis sur l’évolution des prix des énergies sur les 12 dernières années. Cela étant, il est clair que le problème énergétique ne fait que s’accroître. Avant 2022, ce problème n’était nullement dû aux soucis d’approvisionnement depuis la Russie. Bien au contraire. La Russie a toujours été, et c’est toujours le cas, l’un des partenaires les plus fiables au monde dans le domaine des énergies.

Ce n’est que la politique suicidaire vis-à-vis de l’industrie énergivore européenne – la politique dite verte, qui était à la mode en Europe avant 2022 et qui a mis l’Europe au début de l’impasse, dont Ursula von der Leyen est l’une des principales coupables. La rupture des relations économiques avec la Russie et donc de l’accès à l’énergie à un tarif permettant à l’industrie européenne de rester compétitive, n’a fait qu’accroître l’enfoncement dans cette impasse.

L’Europe, qui depuis le début-milieu du 19^{ème} siècle était le synonyme de l’Industrie, bientôt elle ne le sera plus. En France, il y a qu’une trentaine de grandes entreprises industrielles qui représentent environ les 2/3 de la consommation de l’énergie industrielle. Étant déjà très cernées par la concurrence internationale, les moindres variations du coût des énergies vers le haut nuisent gravement à leur compétitivité face à la concurrence, principalement américaine et chinoise, bénéficiant de l’accès aux énergies à des coûts largement inférieurs. Et les grandes flambées des prix des énergies les mettent, tout simplement, en danger de disparition. Ou, plus exactement, de délocalisation. Souvent, seuls les crédits et perfusions financières offerts par l’État leur permettent de s’en sortir.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, l'industrie manufacturière est en baisse, la fabrication des biens d'équipement est en baisse, l'ensemble de la production industrielle est en baisse. La production du matériel de transport s'est littéralement effondrée.

La production des engrais d'ammoniac – c'est terminé pour la France et pour l'Europe, car dépendent à plus de 80% du prix du gaz. La production du verre – c'est en train d'être terminé pour la France et pour l'Europe, car l'énergie représente 1/3 du coût de revient.

Bref : ceux qui souhaitent du mal à l'Europe n'ont rien à faire – juste s'asseoir et observer : sa classe politique actuelle fait tout le travail.

Karine Bechet : *Dans les affirmations du ministère français des Affaires étrangères, les sanctions énergétiques sont mises sur le même plan que le gel des actifs russes. Oleg Nesterenko, pourtant, ces sanctions sont de nature et logique différentes. Pourquoi le ministère, à votre avis, tient-il cette position ?*

Oleg Nesterenko : Leur logique est simple. Je suppose qu'ils doivent raisonner que si le vol de 300 milliards n'a pas fait effondrer la Russie mais a fait mal, il suffit de la priver encore de quelques centaines de milliards et là, elle va certainement s'effondrer.

Il y a une mauvaise nouvelle pour ces génies des stratagèmes économiques. Contrairement aux narratifs développés par leur propre propagande, l'économie de la Russie, ce n'est nullement que l'exportation du pétrole et du gaz. Loin de là.

L'ensemble du secteur pétro-gazier, et non pas seulement les exportations, représente seulement 15 à 25 % du PIB du pays, selon l'année sur les 10 dernières années.

En 2025, la part des recettes de l'État russe issue des exportations du pétrole et du gaz dans le budget national n'a été que de 23 % et non pas des 2/3, comme l'imaginent certains.

Cette part a été divisée par 2 dans les dernières années. Et alors ? Aujourd'hui, 4 ans après le début de la guerre, l'armée russe dispose de plus de chars, plus d'avions, plus de sous-marins, plus de pièces d'artillerie, plus de missiles et plus de munitions qu'avant même le début du conflit armé.

C'est-à-dire que, bien que la dépendance de l'économie du pays de ces exportations d'énergies reste accrue, elle n'est nullement au point de faire reculer Moscou sur les questions qui sont considérées comme existentielles pour la Russie.

Karine Bechet : *Les instances européennes semblent d'ailleurs avoir de plus en plus de difficultés à faire passer les nouveaux paquets de sanctions. Le 20 a été bloqué par la Hongrie. Oleg Nesterenko, les pays d'Europe de l'Est sont naturellement et historiquement liés à la Russie en ce qui concerne les infrastructures énergétiques. Doit-on comprendre, que malgré les affirmations du ministère français, ces pays sont principalement impactés par les sanctions adoptées contre la Russie ?*

Actuellement, c'est l'économie allemande qui est la plus impactée, car elle n'a plus de gaz russe.

La Hongrie, de même que la Slovaquie, bloquent le nouveau paquet de sanctions parce que l'Ukraine a stoppé les livraisons de pétrole russe via le pipeline Droujba, dont ces deux pays sont les principaux bénéficiaires. En effet, après l'Ukraine, ce dernier passe par leur territoire.

Avant 2022, ce pipeline à lui seul a livré 60-70 millions de tonnes de pétrole par an, dont une grande partie était en transit, et les 2 pays ont touché là des commissions importantes.

Depuis 2022, c'est dans les 5 millions de tonnes par an. Aujourd'hui, la Hongrie dépend du pétrole russe à près de 85 % et la Slovaquie à 100 %. Autrement dit, l'arrêt de ces livraisons équivaut à l'effondrement de leurs économies respectives. Et ils ne le permettront certainement pas, ni à Bruxelles, ni encore moins à Kiev.

Karine Bechet : *Le ministère des Affaires étrangères français affirme, comme dans un sursaut d'humanisme, que ces sanctions anti-russes n'impactent pas la population. On pourrait presque croire qu'elles sont « humanitaires » ... Oleg Nesterenko, la Russie n'est pas seul pays sous sanctions. On peut penser à Cuba, au Venezuela ou à l'Iran. Les sanctions sont dans ces pays adoptées pour faire pression sur la population et conduire à un soulèvement populaire. Le but serait différent face à la Russie ou est-ce de l'hypocrisie ?*

Oleg Nesterenko : Comme vous l'avez mentionné, les autorités françaises affirment que les sanctions visent surtout les responsables et les oligarchies russes et n'ont pas d'impact sur la population, puisque, par exemple, les produits essentiels, dont l'alimentaire et l'agriculture, ne sont pas visés. C'est un mensonge.

Je peux vous donner un exemple parmi tant d'autres :

Dès le début de la longue série des paquets de sanctions, l'Occident collectif a fait interdire l'exportation vers la Russie des machines agricoles et pièces détachées.

Il faut comprendre que n'importe quel pays au monde a toujours une tendance naturelle, non pas d'investir dans la nouvelle production, mais d'importer les biens et services quand ils existent déjà ailleurs et sont proposés avec un bon rapport qualité/prix. La logique est simple : pourquoi créer de nouveaux segments sur le sol national et investir massivement dans leur développement à partir de zéro, alors que cela existe déjà ailleurs, que la concurrence internationale est forte, et qu'on peut investir plutôt dans le développement supplémentaire des domaines où nous sommes déjà présents, afin d'y renforcer davantage nos positions ?

Et c'est une logique normale, à la condition que nous vivions dans un monde parfait dans lequel tous ses acteurs respectent leurs engagements signés et tiennent au modèle de relations saines. Sauf que nous ne vivons pas dans un monde parfait, mais dans celui des rapports de forces, des dominants et des dominés.

Pendant les trois dernières décennies, la Russie a été un grand acheteur de machines et d'équipements agricoles de fabrication occidentale. Ainsi, une réelle dépendance vis-à-vis des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement des appareils occidentaux achetés a été instaurée.

L'année 2022 arrive et l'Occident collectif bloque la vente vers la Russie non seulement de nouvelles machines agricoles, mais également des pièces de rechange nécessaires à la réparation des appareils déjà vendus. Ainsi, l'objectif direct du blocage est la mise hors service maximale des machines et du matériel agricole vendus à la Russie et, ainsi, la diminution maximale des récoltes russes avec l'espoir de conséquences alimentaires néfastes. Aucune autre raison de cette initiative n'existe ; les propos des autorités françaises affirmant que les secteurs de l'alimentaire et de l'agriculture russes ne sont pas visés sont un mensonge.

Vous avez mentionné Cuba, le Venezuela et l'Iran, dont les sanctions contre ces pays sont prises pour faire pression sur la population et conduire à un soulèvement populaire. Bien évidemment, le but face à la Russie est identique.

Concernant les sanctions en général, peu importe contre quel pays non occidental elles sont introduites par le camp occidental, il faut comprendre : les sanctions ont lieu justement pour faire pression sur la population et pour rien d'autre.

La méthodologie appliquée est toujours identique, à quelques petits éléments près. En simplifiant un peu :

Étape n° 1 – Introduction des mesures coercitives contre un État, afin de déstabiliser son économie en créant ainsi le mécontentement des masses – mécontentement économique qui s'extrapole automatiquement sur le politique – et, parallèlement, la création et le financement des pôles agressifs de la soi-disant opposition qui promet le bonheur si elle arrive au pouvoir. Je souligne : c'est toujours la création du mécontentement économique et aucun autre qui est visé.

Étape n° 2 – L'orchestration d'un soulèvement populaire mineur. Plus sanglant il est, mieux c'est. Si le sang ne coule pas assez, les personnes désignées et payées pour le faire, font le nécessaire pour que le sang coule davantage.

Étape n° 3 – L'effusion de sang, qui est toujours et obligatoirement incriminée au pouvoir visé, est mise sous les projecteurs des véritables organisateurs de l'événement.

Étape n° 4 – Si les trois étapes précédentes réussissent, le soulèvement populaire mineur se transforme en soulèvement populaire majeur : les masses, qui ne voient que ce qu'on veut leur montrer, rejoignent naturellement l'événement. C'est le chaos contrôlé.

Karine Bechet : *D'une manière inattendue, le ministère français affirme la neutralité de l'Europe dans le conflit atlantiste sur le front ukrainien. Si les sanctions ne sont pas en soi un acte de belligérance, l'UE finance directement le conflit en Ukraine et entend utiliser les actifs russes à cet effet. Oleg Nesterenko, il semble quand même difficile d'affirmer que l'Europe soit neutre dans ce conflit, vous ne trouvez pas ? Pourquoi les pays européens ont-ils tant besoin de ce mythe ?*

Oleg Nesterenko : L'affirmer, c'est facile. C'est établir un rapport fiable entre les affirmations et la réalité, c'est ça qui est difficile. Cela étant, ce mythe est vital vis-à-vis de l'électorat européen.

Car s'il s'avère que les pays européens sont belligérants dans le conflit en Ukraine et, surtout, si la Russie prend la décision de les reconnaître officiellement en tant que tels – ce qui n'est toujours pas le cas aujourd'hui – cela ouvre le droit légal et immédiat à la Russie de frapper militairement le territoire de l'UE.

Or, la vie sur le vieux continent prendra fin. Il est donc vital pour les gouvernements européens de parler sans cesse de leur neutralité et de marcher sur le bord de ce précipice sans jamais faire le pas qui pourrait être considéré par Moscou comme un pas de trop.